

tives, prorogé par l'arrêté royal du 13 septembre 1983, du 18 septembre 1985 et du 28 juillet 1987, est prorogé pour une durée de deux ans.

**Art. 2.** Le présent arrêté produit ses effets le 1er octobre 1989.

**Art. 3.** Notre Ministre des Affaires économiques et du Plan est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 octobre 1989.

**BAUDOUIN**

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires économiques et du Plan,  
W. CLAES

van coöperatieve vennootschappen en coöperatieve vennootschappen, verlengd bij koninklijk besluit van 13 september 1983, van 18 september 1985 en van 28 juli 1987, wordt verlengd voor een duur van twee jaar.

**Art. 2.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 oktober 1989

**Art. 3.** Onze Minister van Economische Zaken en het Plan is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 oktober 1989.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege

De Minister van Economische Zaken en het Plan,  
W. CLAES

#### MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

F. 89 — 2038

**4 SEPTEMBRE 1989.** — Arrêté royal relatif aux congés pour prestations réduites accordés aux membres du personnel de l'enseignement de l'État et des centres psycho-médico-sociaux de l'État qui ont atteint l'âge de cinquante ans ou qui ont au moins deux enfants qui n'ont pas dépassé l'âge de quatorze ans et relatif à la mise en disponibilité pour convenance personnelle précédant la mise à la retraite

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 1er avril 1960 relative aux centres psycho-médico-sociaux, modifiée en dernier lieu par l'arrêté royal n° 467 du 1er octobre 1986;

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'État, modifiée en dernier lieu par l'arrêté royal n° 456 du 10 septembre 1986;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'avis du Conseil d'État;

Vu le protocole du 7 août 1989 portant les conclusions des négociations menées au sein du Comité du Secteur X;

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre chargé de la restructuration du Ministère de l'Éducation nationale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

#### CHAPITRE Ier. — Champ d'application

**Article 1er.** Le présent arrêté s'applique :

1° aux membres du personnel visés par l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'État, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements;

2° aux membres du personnel visés par l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique et protestante des établissements d'enseignement primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'État;

3° aux membres du personnel visés par l'arrêté royal du 27 juillet 1979 portant le statut du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'État, des centres psycho-médico-sociaux spécialisés de l'État, des centres de formation de l'État ainsi que des services d'inspection chargés de la surveillance des centres psycho-médico-sociaux, des offices d'orientation scolaire et professionnelle et des centres psycho-médico-sociaux spécialisés.

#### « MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE »

N. 89 — 2038

**4 SEPTEMBER 1989.** — Koninklijk besluit betreffende verloven voor verminderde prestaties toegestaan aan de personeelsleden van het rijksonderwijs en van de psycho-medisch-sociale centra van het Rijk die de leeftijd van vijftig jaar hebben bereikt of die ten minste twee kinderen hebben die de leeftijd van veertien jaar niet hebben overschreden en betreffende de terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden die aan de pensionering voorafgaat

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet

Gelet op de wet van 1 april 1960 betreffende de psycho-medisch sociale centra, laatst gewijzigd door het koninklijk besluit nr 467 van 1 oktober 1986;

Gelet op de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut der personeelsleden van het rijksonderwijs, laatst gewijzigd door het koninklijk besluit nr. 456 van 10 september 1986;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën,

Gelet op het advies van de Raad van State;

Gelet op het protocol van 7 augustus 1989 houdende de besluiten van de onderhandelingen gevoerd in Sectorcomité X;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister belast met de herstructurering van het « Ministère de l'Éducation nationale »

Hebben Wij besloten en besluiten Wij

#### HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebied

**Artikel 1.** Dit besluit is van toepassing op

1° de leden van het personeel bedoeld in het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulp-personeel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen,

2° de leden van het personeel bedoeld in het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke en protestantse godsdienst der inrichtingen voor lager, buitengewoon, middelbaar technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat;

3° de leden van het personeel bedoeld in het koninklijk besluit van 27 juli 1979 tot vaststelling van het statuut van de leden van het technisch personeel van de Rijks-psycho-medisch-sociale centra van de gespecialiseerde Rijks-psycho-medisch-sociale centra, van de Rijksvormingscentra en van de inspectiediensten belast met het toezicht op de psycho-medisch-sociale centra, de diensten voor studie- en beroepsoriëntering en de gespecialiseerde psycho-medisch-sociale centra.

CHAPITRE II. — *Congés pour prestations réduites*

**Art. 2.** Le Ministre ou son délégué peut autoriser à leur demande les membres du personnel visés à l'article 1er, qui ont atteint l'âge de cinquante ans ou qui ont au moins deux enfants qui n'ont pas dépassé l'âge de quatorze ans, à exercer leurs fonctions par prestations réduites, moyennant le respect des conditions suivantes :

- 1° qu'ils soient stagiaires ou nommés à titre définitif;
- 2° qu'ils exercent, en fonction principale, la charge pour laquelle l'autorisation est demandée;
- 3° qu'ils continuent à exercer des prestations comprenant au moins la moitié et au plus les 4/5 de la durée des prestations complètes fixées normalement pour la fonction qu'ils exercent; les prestations restant à fournir entre ce minimum et ce maximum doivent être arrondies, selon le cas, à une période complète ou à une heure complète;
- 4° qu'ils n'exercent aucune activité lucrative pendant leur absence

**Art. 3.** Par dérogation à l'article 2 du présent arrêté, les chefs d'établissements scolaires, les directeurs des centres psycho-médico-sociaux et les membres de l'inspection ne peuvent obtenir, pour prestations réduites, les congés visés au présent chapitre.

**Art. 4.** Par dérogation à l'article 2, 3° du présent arrêté, les prestations à accomplir sont fixées à 50 % de la durée des prestations complètes normales de la fonction exercée, pour les membres du personnel suivants :

- les chefs d'atelier, les chefs de travaux d'atelier, les proviseurs et les sous-directeurs dans l'enseignement secondaire;
- les chefs de travaux, les chefs de bureaux d'études, les chefs d'atelier, les chefs de laboratoire, les chefs du centre de documentation, les chefs du centre d'expertise, les sous-directeurs, les chefs de travaux d'atelier, les directeurs adjoints de l'enseignement supérieur;
- le personnel technique des centres psycho-médico-sociaux.

**Art. 5.** Les périodes d'absences justifiées par des prestations réduites conformément au présent chapitre sont considérées comme des congés pour prestations réduites justifiées par des raisons sociales ou familiales. Ces congés ne sont pas rémunérés. Ils sont, cependant, assimilés à des périodes d'activité de service.

Le congé pour maladie ou pour infirmité ne met pas fin au congé pour prestations réduites.

**Art. 6.** Pour la fixation du traitement d'attente en cas de mise en disponibilité pour cause de maladie ou d'infirmité, le traitement d'activité est, pour la période au cours de laquelle le membre du personnel fournit des prestations réduites, égal au traitement dû pour les prestations effectivement fournies.

La mise en disponibilité pour cause de maladie ou d'infirmité ne met pas fin au congé pour prestations réduites.

**Art. 7.** La durée totale des périodes de congés pour prestations réduites justifiées par des raisons sociales ou familiales ou accordées en vertu de ce chapitre, comptés à partir du 1er juillet 1982, ne peut dépasser 5 ans au cours de la carrière.

**Art. 8.** Les congés pour prestations réduites doivent prendre cours, pour chaque année scolaire: soit le 1er jour de l'année scolaire, soit le 1er octobre, soit le 1er janvier.

Sous peine de nullité, la demande doit être introduite au moins trente jours avant le début du congé par l'intermédiaire du chef d'établissement.

Par dérogation à cette dernière disposition, la demande de congé prenant cours le premier jour de l'année scolaire 1989-1990 ou le 1er octobre 1989 peut être introduite respectivement le premier jour de l'année scolaire ou jusqu'au 1er octobre 1989 au plus tard.

**Art. 9.** Le membre du personnel peut mettre fin au congé pour prestations réduites le premier jour d'une année scolaire et reprendre immédiatement sa fonction antérieure. Le membre du personnel le fait savoir avant le 15 mars de l'année scolaire précédente par l'intermédiaire du chef d'établissement. Cependant, pour des raisons familiales exceptionnelles et moyennant un préavis d'un mois, le membre du personnel peut être autorisé par le Ministre à reprendre sa charge complète avant l'expiration normale du congé. Ce préavis doit être adressé au Ministre par la voie hiérarchique. Les membres du personnel enseignant et directeur, du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical ne peuvent, sauf application de l'article 9(bis), reprendre leur charge complète après le 1er mai de l'année scolaire ou académique.

HOOFDSTUK II. — *Verloven voor verminderde prestaties*

**Art. 2.** De Minister of zijn afgevaardigde kan, op aanvraag van de personeelsleden bedoeld in artikel 1, die de leeftijd van vijftig jaar hebben bereikt of die ten minste twee kinderen hebben die de leeftijd van veertien jaar niet hebben overschreden, hun toestaan hun ambt met verminderde prestaties uit te oefenen, met inachtneming van de volgende voorwaarden :

- 1° dat ze toegelaten zijn tot de stage of vastbenoemd zijn;
- 2° dat ze als hoofdambt, het ambt uitoefenen waarvoor ze om de toelating verzochten;
- 3° dat ze verder prestaties leveren omvattend ten minste de helft en ten hoogste 4/5 van de duur van de volledige prestaties die normaal voorzien zijn voor het ambt dat ze uitoefenen; de te leveren prestaties dienen afgerond, tussen dit minimum en dit maximum, volgens het geval, op een volledige termijn of een volledig uur;

4° dat ze geen enkele winstgevende bedrijvigheid uitoefenen gedurende hun afwezigheid.

**Art. 3.** In afwijking van artikel 2 van dit besluit, kunnen de hoofden van onderwijsinstellingen, de directeurs van de psychosociaal-medisch-sociale centra en de leden van de inspectiedienst de in dit hoofdstuk bedoelde verloven voor verminderde prestaties niet krijgen.

**Art. 4.** In afwijking van artikel 2, 3° van dit besluit, zijn de te leveren prestaties bepaald op 50 % van de duur van de normaal volledige prestaties van het uitgeoefend ambt, voor de volgende personeelsleden :

- de werkplaatsleiders, de werkmeesters, de provisors en de onderdirecteurs in het secundair onderwijs;
- de werkleiders, de hoofden van een studiebureau, de werkplaatsleiders, de laboratoriumleiders, de leiders van het documentatiecentrum, de leiders van het expertisecentrum, de onderdirecteurs, de werkmeesters, de adjunct-directeurs van het hoger onderwijs;
- het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra.

**Art. 5.** De perioden van afwezigheid gerechtvaardigd door verminderde prestaties bedoeld in dit hoofdstuk, worden beschouwd als verloven voor verminderde prestaties om sociale of familiale redenen. Die verloven worden niet bezoldigd. Ze worden evenwel gelijkgesteld met perioden van dienstactiviteit.

Verlof ingevolge ziekte of gebrekkigheid maakt geen einde aan het verlof voor verminderde prestaties.

**Art. 6.** Voor de vaststelling van het wachtgeld in geval van terbeschikkingstelling ingevolge ziekte of gebrekkigheid, is de activiteitswedde, voor de periode tijdens welke het personeelslid verminderde prestaties levert, gelijk aan die voor effectief geleverde prestaties.

De terbeschikkingstelling ingevolge ziekte of gebrekkigheid maakt geen einde aan het verlof voor verminderde prestaties.

**Art. 7.** De totale duur van de perioden van verlof voor verminderde prestaties om sociale of familiale redenen of toegestaan krachtens dit hoofdstuk, gerekend vanaf 1 juli 1982, mag 5 jaar gedurende de volledige carrière niet overschrijden.

**Art. 8.** De verloven voor verminderde prestaties dienen aan te vangen, voor elk schooljaar: hetzij de 1e dag van het schooljaar, hetzij de 1e oktober, hetzij de 1e januari.

Op straffe van nietigheid moet de aanvraag ingediend zijn minstens dertig dagen vóór de aanvang van het verlof, door bemiddeling van het inrichtend hoofd.

In afwijking van deze laatste bepaling mag de aanvraag tot verlof, dat een aanvang neemt de eerste dag van het schooljaar 1989-1990 of op 1 oktober 1989 ingediend worden respectievelijk de eerste dag van het schooljaar of uiterlijk tot 1 oktober 1989.

**Art. 9.** Het personeelslid kan een einde maken aan het verlof voor verminderde prestaties, de eerste dag van het schooljaar en onmiddellijk zijn vroeger ambt opnemen. Het personeelslid laat het weten vóór de 15e maart van het vorig schooljaar door bemiddeling van het inrichtingshoofd. Het personeelslid kan echter, om uitzonderlijke familiale redenen en met een opzeggingstermijn van één maand, van de Minister de toestemming krijgen om zijn volledig ambt te hernemen vóór de normale vervaldag van het verlof. Deze opzegging dient gericht te worden aan de Minister langs de hiërarchische weg. De leden van het onderwijzend, en bestuurspersoneel, het opvoedend hulppersoneel en het paramedisch personeel kunnen, behoudens toepassing van artikel 9(bis), hun volledig ambt niet na de 1e mei van het schooljaar of het academisch jaar hernemen.

**Art. 9bis.** Conformément à l'article 7, il est mis fin d'office au congé visé au chapitre II lorsque la durée totale des congés visés à l'article 5 atteint la durée de 5 ans.

**Art. 10.** Au cours du congé pour prestations réduites, le membre du personnel est censé avoir poursuivi son activité immédiatement antérieure.

Si, au cours de cette période, l'emploi du membre du personnel est supprimé, il est mis en disponibilité par défaut d'emploi et le congé pour prestations réduites prend fin. Si au cours de cette période, la charge normalement attribuée au membre du personnel devient incomplète, le congé pour prestations réduites est maintenu pour autant que sa charge ne soit pas inférieure à la moitié de la durée des prestations complètes fixées normalement pour la fonction qu'il exerce.

**Art. 11.** Le congé pour prestations réduites, accordé à un membre du personnel qui, au moment de l'autorisation, a deux enfants à charge qui ne dépassent pas l'âge de quatorze ans, et qui ne remplit plus cette condition au cours d'une année scolaire, ne prend fin qu'au terme de l'année scolaire en cours, vacances d'été comprises, si la durée totale des congés pour prestations réduites prévue à l'article 5 n'atteint pas 5 ans.

**Art. 11bis.** Si la durée totale des congés pour prestations réduites prévue à l'article 7 du présent arrêté, accordés dans les conditions définies à l'article 11 précité, atteint les 5 ans, il est fait application dans le chef du membre du personnel concerné des dispositions de l'article 9bis.

### CHAPITRE III

#### Mise en disponibilité pour convenance personnelle

**Art. 12.** Les membres du personnel nommés à titre définitif visés à l'article 1er de cet arrêté peuvent bénéficier d'une mise en disponibilité pour convenance personnelle précédant la mise à la retraite lorsqu'ils ont atteint l'âge de cinquante-cinq ans et comptent au moins trente années de service, pour autant qu'ils ne puissent bénéficier d'une pension de retraite à charge du Trésor public. Cette mise en disponibilité est accordée jusqu'à la date à laquelle ils peuvent prétendre à cette pension. Pour l'application de cet article, sont pris en considération les services qui entrent en compte pour l'ouverture du droit à la pension de retraite.

**Art. 13.** Pendant toute la durée de cette mise en disponibilité, il est accordé un traitement d'attente égal à autant de cinquantièmes, de cinquante-cinquièmes et de soixantièmes du dernier traitement d'activité que le membre du personnel compte d'années de service à la date de sa mise en disponibilité, selon que la fraction prise en considération pour le mode de calcul de la pension est de 1/50, 1/55 ou 1/60.

Pour l'application de cet article, sont pris en considération, pour leur durée réelle, les services qui entrent en ligne de compte pour le calcul de la pension de retraite, à l'exclusion des bonifications pour études, et des autres périodes bonifiées à titre de services admis pour la détermination du traitement.

**Art. 14.** La demande doit être introduite au moins trente jours avant le début de la mise en disponibilité par l'intermédiaire du chef d'établissement.

### CHAPITRE IV. — Dispositions finales

**Art. 15.** Le présent arrêté produit ses effets le 1er septembre 1989.

**Art. 16.** Le Vice-Premier Ministre chargé de la restructuration du Ministère de l'Education nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 4 septembre 1989.

BAUDOUIN

Par le Roi

Le Vice-Premier Ministre  
et Ministre des Réformes institutionnelles,  
chargé de la Restructuration  
du Ministère de l'Education nationale,

Ph. MOUREAUX

**Art. 9bis.** Overeenkomstig artikel 7 wordt ambtshalve een einde gemaakt aan het verlof bedoeld in hoofdstuk II wanneer de totale duur van de verloven bedoeld in artikel 5 de duur van 5 jaar bereikt.

**Art. 10.** Tijdens het verlof voor verminderde prestaties wordt het personeelslid geacht de onmiddellijk voorafgaande activiteit te hebben voortgezet.

Indien tijdens deze periode de betrekking van het personeelslid wordt afgeschaft, wordt hij ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking en neemt het verlof voor verminderde prestaties een einde. Indien tijdens deze periode de betrekking normaliter voorbehouden aan het personeelslid, onvolledig wordt, blijft het verlof voor onvolledige prestaties behouden in zoverre dat zijn opdracht niet minder bedraagt dan de helft van de duur van de volledige prestaties normaal verbonden aan het ambt dat hij uitoefent.

**Art. 11.** Het verlof voor verminderde prestaties, toegestaan aan een personeelslid dat, op het ogenblik van de toelating, twee kinderen ten laste had die de leeftijd van veertien jaar niet overschreden en die deze voorwaarde niet meer vervult tijdens het schooljaar, neemt slechts een einde op het einde van het lopend schooljaar, zomervakantie inbegrepen, indien de totale duur van de verloven voor verminderde prestaties ingevolge artikel 5 de 5 jaar niet bereikt.

**Art. 11bis.** Indien de totale duur van het verlof voor verminderde dienstprestaties, ingevolge artikel 7 van dit besluit toegestaan onder de voorwaarden van het bovenvernoemd artikel 11, de duur van vijf jaar bereikt, worden voor het betrokken personeelslid de bepalingen van artikel 9bis toegepast.

### HOOFDSTUK III

#### Terbeschikkingstelling voor persoonlijke aangelegenheden

**Art. 12.** De vastbenoemde personeelsleden bedoeld in artikel 1 van dit besluit kunnen de terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden die aan de pensionering voorafgaat genieten, wanneer ze de leeftijd van vijftig jaar hebben bereikt en ten minste dertig jaar dienst tellen, voor zover ze niet een rustpensioen ten laste van de Schatkist kunnen genieten. Deze terbeschikkingstelling wordt toegekend tot op de datum waarop ze aanspraak kunnen maken op de oppensioenstelling. Voor de toepassing van dit artikel worden de diensten in acht genomen die in aanmerking komen voor het verkrijgen van het recht op rustpensioen.

**Art. 13.** Gedurende de ganse periode van deze terbeschikkingstelling wordt een wachtgeld toegekend gelijk aan zoveel vijftigsten, vijftienvijftigsten en zestigsten van de laatste activiteitswedde als het personeelslid dienstjaren telt op de dag van zijn terbeschikkingstelling, naargelang de breuk die in aanmerking komt voor de berekening van het pensioen 1/50, 1/55 of 1/60 is.

Voor de toepassing van dit artikel worden in aanmerking genomen, voor hun werkelijke duur, de diensten die men in aanmerking neemt voor de berekening van het rustpensioen, met uitsluiting van de bonificaties voor studies en andere perioden gelijkgesteld met diensten aangenomen voor de vaststelling van de wedde.

**Art. 14.** De aanvraag moet minstens dertig dagen vóór de aanvang van de terbeschikkingstelling worden ingediend door bemiddeling van het inrichtingshoofd.

### HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

**Art. 15.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 september 1989.

**Art. 16.** De Vice-Eerste Minister belast met de herstructurering van het « Ministère de l'Education nationale » is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 4 september 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege

De Vice-Eerste Minister  
en Minister van Institutionele Hervormingen,  
belast met de Herstructurering  
van het « Ministère de l'Education nationale »,

Ph. MOUREAUX

## MINISTERIUM DES UNTERRICHTSWESENS

D. 89 — 2038

**4. SEPTEMBER 1989.** — Königlicher Erlass betreffend den Urlaub wegen verkürzter Arbeitszeit, der den Personalmitgliedern im staatlichen Unterrichtswesen und in den staatlichen psycho-medizinisch-sozialen Zentren gewährt wird, wenn sie das Alter von fünfzig Jahren erreicht haben oder mindestens zwei Kinder haben, die nicht älter als vierzehn Jahre sind, und betreffend die Zurdispositionstellung aus persönlichen Gründen vor der Versetzung in den Ruhestand

BALDUIN, König der Belgier,

Allen Gegenwärtigen und Zukünftigen, Unser Gruss.

Aufgrund des Gesetzes vom 1. April 1960 bezüglich der psycho-medizinisch-sozialen Zentren, zuletzt abgeändert durch den Königlichen Erlass Nr. 467 vom 1. Oktober 1986;

Aufgrund des Gesetzes vom 22. Juni 1964 über das Statut der Personalmitglieder des staatlichen Unterrichtswesens, zuletzt abgeändert durch den Königlichen Erlass Nr. 456 vom 10. September 1986;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Aufgrund des Protokolls vom 7. August 1989, das die Ergebnisse der im Ausschuss des Sektors X geführten Verhandlungen enthält;

Auf Vorschlag Unseres Vizepremierministers, beauftragt mit der Umstrukturierung des Ministeriums des Unterrichtswesens,

Haben Wir beschlossen und verordnen Wir :

## KAPITEL I. — Anwendungsbereich

**Artikel 1.** Vorliegender Erlass findet Anwendung :

1. auf die Personalmitglieder, auf die sich der Königliche Erlass vom 22. März 1969 bezieht, der das Statut der Mitglieder des Direktions- und Lehrpersonals, des Erziehungshilfspersonals, des heilhilfsberuflichen Personals der staatlichen Anstalten für Vor-, Primar-, Sonder-, Mittel-, technischen, Kunst- und Normalschulunterricht und der von diesen Anstalten abhängenden Internate sowie der Personalmitglieder des mit der Aufsicht über diese Anstalten beauftragten Inspektionsdienstes festlegt;

2. auf die Personalmitglieder, auf die sich der Königliche Erlass vom 25. Oktober 1971 zur Festlegung des Statuts der Primarschullehrer, Lehrer und Inspektoren für die katholische und protestantische Religion in den staatlichen Anstalten für Primar-, Sonder-, Mittel-, technischen, Kunst- und Normalschulunterricht bezieht;

3. auf die Personalmitglieder, auf die sich der Königliche Erlass vom 27. Juli 1979 bezieht, der das Statut des technischen Personals der staatlichen psycho-medizinisch-sozialen Zentren, der spezialisierten staatlichen psycho-medizinisch-sozialen Zentren, der staatlichen Ausbildungszentren und der Inspektionsdienste enthält, die mit der Aufsicht über die psycho-medizinisch-sozialen Zentren, die Schüler- und Berufsberatungsdienste und die spezialisierten psycho-medizinisch-sozialen Zentren beauftragt sind.

## KAPITEL II. — Urlaub wegen verkürzter Arbeitszeit

**Art. 2.** Der Minister oder sein Beauftragter kann den in Artikel 1 erwähnten Personalmitgliedern, die das Alter von fünfzig Jahren erreicht haben oder mindestens zwei Kinder haben, die nicht älter als vierzehn Jahre sind, auf ihre Anfrage hin die Genehmigung erteilen, ihr Amt mit einer Verkürzung der Arbeitszeit auszuüben, vorausgesetzt, sie erfüllen die folgenden Bedingungen :

1. sie sind Praktikanten oder gehören zum definitiv ernannten Personal;

2. sie üben das Amt, für das sie die Genehmigung beantragen, hauptamtlich aus;

3. ihre Arbeitszeit beträgt weiterhin mindestens die Hälfte und höchstens  $\frac{4}{5}$  der Dauer der Regelarbeitszeit, die für das Amt, das sie ausüben, normalerweise festgelegt ist; die zwischen diesem Minimum und diesem Maximum zu leistende Arbeitszeit muss, je nach Fall, auf eine volle Einheit oder eine volle Stunde abgerundet werden;

4. sie üben während ihrer Abwesenheit keine lukrative Tätigkeit aus.

**Art. 3.** In Abweichung von Artikel 2 dieses Erlasses können die Leiter von Lehranstalten, die Direktoren der psycho-medizinisch-sozialen Zentren und die Mitglieder der Inspektion den in diesem Kapitel erwähnten Urlaub wegen verkürzter Arbeitszeit nicht erhalten.

**Art. 4.** In Abweichung von Artikel 2 Nummer 3 dieses Erlasses ist die zu leistende Arbeitszeit für die folgenden Personalmitglieder auf 50 % der Dauer der für das ausgeübte Amt normalen Regelarbeitszeit festgelegt :

— die Werkstattleiter, die Leiter von Werkstattarbeiten, die Provisoren und Unterdirektoren im Sekundarschulwesen;

— die Arbeitsleiter, die Leiter von Entwicklungsabteilungen, die Werkstattleiter, die Laborleiter, die Leiter des Dokumentationszentrums, die Leiter des Expertisezentrums, die Unterdirektoren, die Leiter von Werkstattarbeiten, die beigeordneten Direktoren im Hochschulwesen;

— das technische Personal der psycho-medizinisch-sozialen Zentren.

**Art. 5.** Die durch verkürzte Arbeitszeit gemäss vorliegendem Kapitel begründeten Abwesenheitsperioden werden als Urlaub wegen verkürzter Arbeitszeit betrachtet, der aus sozialen oder familiären Gründen gerechtfertigt ist.

Dieser Urlaub wird nicht entlohnt. Er wird jedoch einer Dienstleistungsperiode gleichgestellt.

Ein Urlaub wegen Krankheit oder Gebrechlichkeit kann einen Urlaub wegen verkürzter Arbeitszeit nicht beenden.

**Art. 6.** Für die Festlegung des Wartegehaltes im Falle einer Zurdispositionstellung wegen Krankheit oder Gebrechlichkeit ist das Aktivgehalt für die Periode, während der die Arbeitszeit für das Personalmitglied verkürzt ist, gleich dem Gehalt, das für die tatsächlich geleisteten Stunden zu zahlen ist.

Eine Zurdispositionstellung wegen Krankheit oder Gebrechlichkeit kann einen Urlaub wegen verkürzter Arbeitszeit nicht beenden.

**Art. 7.** Die Gesamtdauer der Urlaubsperioden wegen verkürzter Arbeitszeit, die aus sozialen oder familiären Gründen gerechtfertigt sind oder aufgrund dieses Kapitels gewährt werden, darf, vom 1. Juli 1982 an gerechnet, 5 Jahre der Laufbahn nicht überschreiten.

**Art. 8.** Der Urlaub wegen verkürzter Arbeitszeit muss für jedes Schuljahr entweder am ersten Tag des Schuljahres oder am 1. Oktober oder am 1. Januar beginnen.

Bei Strafe der Nichtigkeit muss der Antrag mindestens dreissig Tage vor Beginn des Urlaubs durch Vermittlung des Schulleiters eingereicht werden. In Abweichung von dieser letzten Bestimmung kann der Antrag für den am ersten Tag des Schuljahres 1989-1990 oder am 1. Oktober 1989 beginnenden Urlaub jeweils am ersten Tag des Schuljahres oder spätestens bis zum 1. Oktober 1989 eingereicht werden.

**Art. 9.** Das Personalmitglied kann den Urlaub wegen verkürzter Arbeitszeit am ersten Tag eines Schuljahres beenden und sein vorheriges Amt sofort wiederaufnehmen.

Das Personalmitglied muss dies vor dem 15. März des vorangehenden Schuljahres durch Vermittlung des Schulleiters mitteilen.

Aussergewöhnlichen familiären Gründen und mittels einer einen Monat im voraus erfolgten Ankündigung kann dem Personalmitglied vom Minister die Genehmigung erteilt werden, seinen vollen Stundenplan vor dem normalen Urlaubsende wiederaufzunehmen.

Diese Ankündigung muss über den Dienstweg an den Minister gerichtet werden. Die Mitglieder des Lehr- und Direktionspersonals, des Erziehungspersonals und des heilhilfsberuflichen Personals können ausser bei Anwendung des Artikels 9(bis) ihren vollen Stundenplan nicht nach dem 1. Mai des Schuljahres bzw. des akademischen Jahres wiederaufnehmen.

**Art. 9bis.** Gemäss Artikel 7 endet der in Kapitel II erwähnte Urlaub von Amts wegen, wenn die Gesamtdauer des in Artikel 5 erwähnten Urlaubs die Dauer von 5 Jahren erreicht.

**Art. 10.** Während des Urlaubs wegen verkürzter Arbeitszeit wird davon ausgegangen, dass das Personalmitglied die Tätigkeit ausübt, die es unmittelbar vorher ausgeübt hat.

Wenn die Stelle des Personalmitgliedes im Laufe dieser Periode abgeschafft wird, wird das Personalmitglied wegen Stellenmangels zur Disposition gestellt und der Urlaub wegen verkürzter Arbeitszeit geht zu Ende.

Wenn der dem Personalmitglied normalerweise zugeteilte Stundenplan im Laufe dieser Periode unvollständig wird, wird der Urlaub wegen verkürzter Arbeitszeit unter der Bedingung beibehalten, dass der Stundenplan nicht geringer ausfällt als die Hälfte der Regelarbeitszeit, die für das ausgeübte Amt normalerweise festgelegt ist.

**Art. 11.** Für ein Personalmitglied, das zum Zeitpunkt der Genehmigung zwei Kinder zu Lasten hat, die nicht älter als 14 Jahre sind, das aber diese Voraussetzung im Laufe eines Schuljahres nicht mehr erfüllt, geht der Urlaub wegen verkürzter Arbeitszeit erst zu Ende, wenn das Schuljahr — Sommerferien einbegriffen — abgeschlossen ist; dies gilt nur unter der Bedingung, dass die in Artikel 5 vorgesehene Gesamtdauer des Urlaubs wegen verkürzter Arbeitszeit keine 5 Jahre erreicht.

**Art. 11bis.** Wenn die in Artikel 7 dieses Erlasses vorgesehene Gesamtdauer des Urlaubs wegen verkürzter Arbeitszeit, der im Rahmen der in vorerwähntem Artikel 11 festgelegten Bedingungen gewährt wurde, 5 Jahre erreicht, kommen für das betreffende Personalmitglied die Bestimmungen des Artikels 9(bis) zur Anwendung.

### KAPITEL III. — *Zurdispositionstellung aus persönlichen Gründen*

**Art. 12.** Die in Artikel 1 dieses Erlasses erwähnten definitiv ernannten Personalmitglieder können aus persönlichen Gründen vor der Versetzung in den Ruhestand zur Disposition gestellt werden, wenn sie das Alter von fünfundsünfzig Jahren erreicht haben und mindestens dreissig Dienstjahre zählen, unter der Bedingung, dass sie keine Ruhestandspension zu Lasten der Staatskasse beziehen können.

Diese Zurdispositionstellung wird bis zu dem Datum gewährt, an dem sie diese Pension beanspruchen können.

Für die Anwendung dieses Artikels werden die Dienste berücksichtigt, die für die Eröffnung des Anrechtes auf die Ruhestandspension angerechnet werden.

**Art. 13.** Während der gesamten Dauer dieser Zurdispositionstellung wird ein Wartegehalt gewährt, das so vielen Fünfzigstel, Fünfundfünfzigstel und Sechzigstel des letzten Aktivgehältes gleichkommt, wie das Personalmitglied zum Datum seiner Zurdispositionstellung Dienstjahre erreicht hat, und je nachdem, ob, die für die Berechnung der Pension berücksichtigte Bruchzahl 1/50, 1/55 oder 1/60 ist.

Für die Anwendung dieses Artikels werden für ihre wirkliche Dauer diejenigen Dienste berücksichtigt, die für die Berechnung der Ruhestandspension in Betracht gezogen werden, unter Ausschluss der Vergütungen aufgrund von Studien und der anderen Perioden, die für die Bestimmung des Gehalts als anerkannte Dienste vergütet wurden.

Während dieser Zurdispositionstellung darf das Personalmitglied keiner lukrativen Beschäftigung nachgehen.

**Art. 14.** Der Antrag muss mindestens dreissig Tage vor Beginn der Zurdispositionstellung durch Vermittlung des Schulleiters eingereicht werden.

### KAPITEL IV. — *Schlussbestimmungen*

**Art. 15.** Vorliegender Erlass tritt am 1. September 1989 in Kraft.

**Art. 16.** Der Vizepremierminister, beauftragt mit der Umstrukturierung des Unterrichtswesens, ist mit der Ausführung vorliegenden Erlasses beauftragt.

Gegeben zu Motril, den 4. September 1989.

BALDUIN

Von Königs wegen :

Der Vizepremierminister und Minister der Institutionellen Reformen,  
beauftragt mit der Umstrukturierung des Unterrichtswesens,

Ph. MOUREAUX